

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 3.—25 Septemb. (7 Octob.) 1853.

L'élément Orthodoxe en Turquie.

En dehors des situations légales, et pour ainsi dire officielles, il y en a d'autres, qui, pour ne pas être reconnues par des conventions internationales, n'en ont pas moins une existence réelle et positive. L'histoire universelle ne nous présente que trop d'exemples de peuples, vaincus et conquis, vivant à côté de peuples conquérants. La recherche des droits qu'une nationalité, soumise à une domination étrangère, a hérité de son passé, la discussion sur les qualités morales et intellectuelles de cette nationalité, sur son aptitude même à prendre la place de l'élément dominant, du moment où, non seulement la presse périodique, mais le monde officiel lui-même a commencé à signaler une décadence rapide de cet élément, à en prévoir une prochaine dissolution, une pareille discussion,

pensons-nous, surtout lorsqu'elle n'est pas spontanée, mais que de trop fréquentes provocations ont rendue nécessaire, ne saurait nullement constituer ce qu'on appelle une propagande politique.

La décadence, la probabilité d'une dissolution prochaine de l'Empire Ottoman ne sont plus mis en doute par personne. Il y a long-temps déjà que la diplomatie s'est saisie de la Question d'Orient. Il y a treize ans que des traités solennels ont dû garantir l'intégrité de cet Empire, non pas contre l'agression extérieure, mais contre un démembrement poursuivi à main-armée par ses propres dignitaires, contre une dissolution intérieure.

Cette question a été renouvelée dans les derniers temps, et par suite de l'attitude prise par la Russie. L'existence de l'Empire Ottoman devient de jour en jour plus douteuse. Diverses combinaisons, pour combler un vide trop prévu, sont proposées et discutées par les organes de la presse européenne les plus conservateurs et les plus accrédités. Tout porte à croire que les cabinets aux mêmes s'en occupent avec toute la sollicitude que commande une aussi grave et aussi sérieuse éventualité. Au milieu de cette préoccupation universelle, les droits incontestables de la grande nationalité hellénique n'ont pas été oubliés. Plusieurs publicistes en ont pris la cause en main; D'autres, au service d'idées et d'intérêts divers, en ont fait un objet de dénigrement.

La question étant donc depuis longtemps soulevée, non seulement dans sa généralité, mais aussi dans ce qui se rapporte spécialement aux vœux, aux droits, aux intérêts de la race hellénique, il nous sera permis d'y prendre part. Ce qui nous y engage surtout c'est le besoin,

le devoir, dirons-nous, de rectifier tout ce qu'on répand d'erroné, et de donner à l'Europe les véritables notions sur tous les points qui touchent à cette nationalité. C'est une attitude de défense plutôt que d'attaque, l'accomplissement d'un devoir plutôt que l'exercice d'un droit.

Selon nous, l'élément qui est appelé à succéder à l'élément ottoman, à mesure que ce dernier perd de sa force, c'est l'élément Orthodoxe, c'est l'assemblage de tous les peuples chrétiens soumis à la Turquie, et qui ont jadis fait partie de l'Empire grec de Byzance. Ce sont les Hellènes ou Grecs, descendants du plus noble peuple de l'antiquité, qui ont conservé intacts leur langue et leur nationalité, et qui ont été l'élément prédominant de l'Empire, et puis les peuples appartenant à d'autres races, mais qui finirent par adopter peu à peu la civilisation, et en partie la langue grecques, et dont les traditions ne font qu'un avec la tradition byzantine.

Les liens qui unissaient pendant l'Empire, ces diverses races à la nationalité grecque, n'ont pas été détruits par la conquête. Sous la domination turque, l'Eglise Orthodoxe de Constantinople les réunit comme dans un faisceau. Tous les chrétiens de cette communion constituent en Turquie, sous la dénomination d'Ouroum Miletî (nation romaine) une nationalité à part, ayant pour chef reconnu le patriarche de Constantinople. Le nom de roum (romain) fut donné généralement par les Turcs, à tous les peuples appartenant à l'Eglise d'Orient, sans distinction de race; de même que dans les Gaules, lors de la conquête des Francs, toute la population conquise fut désignée sous la dénomination de Romains, par opposition à celle de Francs. Si donc un amalgame de l'élément gaulois et de l'élément

romain, et la fusion du premier dans le second expliquent la dénomination de Romains donnée par les Francs aux peuples conquis de la Gaule, il faut bien admettre qu'un fait analogue s'étant reproduit huit siècles plus tard dans l'Orient, lors de la conquête des Turcs, ait eu la même cause, à savoir que les Turcs n'ont vu sous la désignation de Romains, qu'un seul peuple dans tous les chrétiens de l'Eglise d'Orient, le peuple gréco-romain ou byzantin qui s'était assimilé tous les autres peuples de sa communion.

Cette prépondérance de l'élément hellénique sur tous les chrétiens orientaux se perpétua durant la domination turque, grâce aux privilèges accordés à l'Eglise, grâce surtout au parti qu'elle en sut tirer. Si la fusion n'est pas complète, si les peuples chrétiens de la Turquie présentent aujourd'hui encore une diversité de races, cela tient aux causes suivantes :

1° A l'attitude constamment défensive de l'Empire de Byzance. La nationalité grecque s'étant dégagée de l'élément romain (dont elle n'a conservé que le nom jusqu'aux derniers temps) et ayant définitivement occupé le pouvoir, est parvenue, il est vrai, à subjuguier et à convertir à sa religion les divers peuples d'origine bulgare, slave, albanaise et valaque, qui habitent aujourd'hui la Turquie. Mais les attaques perpétuelles auxquelles il a été en butte, attaques de jour en jour plus formidables, et qui ont fini par amener sa chute, n'ont jamais laissé à l'Empire grec le temps nécessaire pour opérer la fusion des races, résultat qui ne dépend que d'un travail lent et de circonstances plus favorables que celles que cet Empire eut à traverser.

2° A l'asservissement aux Turcs. Depuis la conquête,

les peuples chrétiens ont joui d'une longue paix, mais c'était la paix du tombeau. Il est vrai, comme nous l'avons vu plus haut, qu'ils constituaient une seule et même nationalité; mais le lien de cette nationalité était un lien plutôt religieux que politique; ils avaient, en dessous du pouvoir turc, un seul chef à eux, le patriarche grec de Constantinople, chef spirituel, investi, il est vrai, d'un pouvoir temporel assez étendu, mais non d'un pouvoir politique indépendant.

Telles sont les causes qui ont retardé jusqu'ici une complète assimilation. Mais il n'en est pas moins vrai que la civilisation de tous les chrétiens de la communion orientale de la Turquie, est la civilisation hellénique, que leurs traditions se rattachent à l'Empire de Byzance, et que leur vœu commun est la résurrection de cet Empire.

Malheureusement, on se plaît trop aujourd'hui à diviser et à subdiviser par races les populations formant un seul et même état. Dès que les paysans d'une contrée parlent un dialecte différent de celui qu'on parle dans la contrée voisine, on y voit, non seulement une race, ce qui, jusqu'à un certain point est vrai, mais aussi une nationalité différente et distincte. Ensuite, on se met à compter par tête, et si le nombre de ceux qui parlent telle langue, ou tel dialecte est supérieur, (et Dieu sait sur quelles bases reposent tous ces calculs), au nombre de ceux qui se servent d'un autre idiome, la question de la prépondérance est résolue. Il est vrai qu'on ne se met pas en peine de chercher où sont les lumières, l'intelligence, l'esprit d'entreprise, les traditions. Mais si l'idiome parlé dans certaines contrées par le plus grand nombre, ne l'est pourtant que par les gens des basses classes; Si c'est une

langue qui manque de littérature voire même de lettres alphabétiques; si les habitans des villes, la bourgeoisie, ont adopté la langue, la science de la race qui forme la minorité; toutes ces considérations ne font rien à cette théorie, analogue à la théorie du suffrage universel; on ne s'y arrête pas. Mais ces races qui vivent ensemble depuis dix à douze siècles, tendent à se confondre; elles sont déjà unies par le passé, par leurs traditions, par leur culture intellectuelle, par leurs vœux et leurs espérances; On n'en tient nul compte, ce sont autant de nationalités qui ne peuvent et ne doivent avoir rien de commun.

Il en était pourtant autrefois ainsi du peuple Anglais, du peuple Français et du peuple Espagnol. Ce dernier est un composé de Celtibères, de Romains, de Germains et d'Arabes. Le peuple Français est un amalgame de Celtes ou Gaulois, de Romains et de Germains, et pourtant c'est aujourd'hui une grande nation homogène, de même que la nation espagnole. Et ce qui est surtout digne de remarque, c'est qu'en France ainsi qu'en Espagne, l'élément qui a prévalu, qui prédomine, n'est ni le plus nombreux, ni le dernier venu, car c'est l'élément latin. Mais il a prévalu, parcequ'il était le plus civilisé, le plus éclairé; c'est le rapport de l'esprit à la matière. Nous prions les partisans des nationalités d'examiner ce qu'était le peuple Anglais du IV au XII siècle; n'était-ce pas un assemblage de Bretons, ayant subi une légère teinte de civilisation romaine, et puis de Saxons, de Scandinaves ou Danois et en dernier lieu de Normands? Eh bien qu'en est-il advenu? Un grand peuple homogène qui a rendu le nom Anglais respectable sur tous les points du globe.

Pourquoi ne voudrait-on pas reconnaître cette vérité,

si évidente pourtant à nos yeux, que la fusion qui a commencé dans les Gaules et en Espagne à partir de la conquête romaine, et qui a produit, après bien de siècles, deux grandes nations, se poursuit également en Orient; que la fusion, commencée sous l'Empire Byzantin, depuis que des peuples de diverses races ont été soumis à son sceptre, se continue encore, et tend à confondre tous ces peuples dans une seule grande nationalité, la nationalité grecque ou hellénique.

Nous soulevons, nous le sentons, une question qui donnera peut-être lieu à une grande discussion, la question de savoir si les diverses races dont se compose la totalité des chrétiens orientaux de la Turquie, doivent être considérées comme une seule nationalité, ou bien, si ce sont des nationalités différentes, destinées à prendre, dans l'avenir, un développement séparé. L'objection la plus sérieuse que l'on pourra nous opposer, c'est que les races ne sont pas confondues ici, comme elles l'étaient dans les Gaules et en Espagne. Ceci est en partie vrai; mais nous dirons à notre tour que toutes ces races, quoique habitant pour la plupart des contrées séparées, ont été, pendant plusieurs siècles soumises, sous l'Empire grec, aux mêmes lois, au même régime; et sous le gouvernement turc, à la même autorité chrétienne, celle de l'Eglise Patriarcale de Constantinople; Que leurs chefs spirituels qui, comme nous l'avons vu plus haut, possèdent en Turquie un pouvoir temporel assez étendu, ont toujours été des grecs; que presque toute la bourgeoisie, en partie d'origine grecque, appartient à la civilisation hellénique. La fusion de ces races est déjà très avancée; elle se complétera d'elle même, sans effort, tandis qu'une tentative de séparation des chré-

tiens orientaux en diverses nationalités, rencontrera, nous en sommes convaincus, des obstacles insurmontables.

Enfin l'élément chrétien oriental de la Turquie, qui à lui seul dépasse de beaucoup la moitié de la population totale de tout l'Empire, est destiné à remplacer l'élément turc à mesure que celui-ci dégénère. Du moment que la décadence de la race ottomane n'est plus douteuse, que la chute prévue de l'Empire des Osmanlis est un sujet d'appréhension anxieuse, que tout le monde semble préoccupé des suites de cet événement inévitable, il est tems, ce nous semble, que l'on cesse de voir la division là où est l'union, union de sentimens, de vœux, d'espérances, que l'on abandonne la cause perdue pour une cause protégée de Dieu.

B.

Les différentes solutions de la Question d'Orient.

DEUXIÈME PARTIE (a).

II. La doctrine du maintien de l'empire Ottoman étant abandonnée, l'idée qui paraîtrait devoir surtout sourire aux grandes puissances, serait de s'en partager les dépouilles. L'Orient pourrait aussi avoir sa Pologne. Leur sabre refait à volonté la carte du monde. Qui s'y opposerait...

(a) Voir la Livraison du 26 août (7 septembre).

excepté leur intérêt même bien-entendu ? Dans le partage il y a un point indivisible, et c'est le seul important. Constantinople sera le lot de quelqu'un. Celui-là aura le fruit, les autres se partageront l'écorce. Constantinople est par sa situation une ville qui vaut un royaume. Reine des deux mers, elle élève son trône sur les deux continents. Elle est créée pour être l'entrepôt des richesses de l'ancien monde, et on l'a vue en plus d'une circonstance, et surtout sous les derniers Paleologues, lorsque l'empire ne s'étendait pas au-delà de ses murs, non seulement se suffire à elle-même, mais aussi soutenir de ses seuls revenus une guerre colossale. Constantinople est avant tout à considérer comme le cœur de ce grand corps byzantin, que les plus rudes coups de la fortune ont meurtri sans le démembrer; elle en est le centre d'attraction et de vie. Quiconque régnera sur elle, pourvu que son pouvoir ne soit pas odieux, régnera sur tous les chrétiens d'Orient. Sa part sera la seule réelle; il disposera de celles des autres, qui ne seront qu'illusoires, souvent même onéreuses. Or il n'est pas difficile de voir, qu'en cas de division, c'est à la Russie, sa formidable voisine que, Constantinople devra échoir. Il paraît évident que la mesure du partage pourra créer quelques avantages aux autres puissances, à la France d'arrondir ses possessions en Afrique, à l'Angleterre de se rendre seule maîtresse de la porte des Indes, à l'Autriche d'ajouter encore quelques provinces hétéroclites à la mosaïque de ses états, à toutes, de gagner quelques autres lambeaux et quelques autres profits matériels, chèrement rachetés par toutes les difficultés et tous les embarras d'une occupation; cette mesure doublerait la puissance de la Russie. Des neiges éternelles

qui l'environnent, le géant coucherait sa tête sur les molles collines du Bosphore, il étendrait ses bras de l'Archangel à la mer Egée, et s'incorporerait des populations qui, ayant la même forme de culte, quelques unes la même langue, ne tarderaient pas à être, en partie au moins, absorbées par lui, et à donner tous les éléments d'une grande force maritime à la plus grande des forces de terre. Cette extension, nous l'avons dit, la Russie déclare ne pas en vouloir, et elle a de sages raisons pour cela. Mais si le partage devenait la solution adoptée, il est évident qu'elle aurait la part du lion.

Il faudrait donc, si l'on s'arrêtait à ce plan, trouver un moyen de l'exécuter sans donner Constantinople à l'une des grandes puissances.

III. Ce moyen, on croirait l'avoir trouvé, en se partageant le reste de l'empire, et en créant de Constantinople une ville libre. Ceux qui s'arrêteraient à ce plan, ne verraient pas qu'ils reproduisent sous une autre forme, exactement le mal auquel il s'agissait de remédier. Quel est, aux yeux de la politique, le plus grand tort de la Turquie? la position importante qu'elle occupe, sa faiblesse désespérée. Une ville sera-t-elle plus forte, plus à l'abri d'un coup de main, qu'un empire? L'Europe dormira-t-elle tranquille sur sa création éphémère, comme si elle avait bâti sur du roc? Il nous semble que sans avoir enlevé la pomme de discorde, elle n'aura fait que l'exposer d'avantage. On s'obstine à suspecter l'ambition russe; de Souline au Bosphore il n'y a que 36 heures. Toutes les puissances coalisées pourraient à la rigueur défendre cette ville, en y tenant à grands frais des garnisons et des escadres en permanence. On voit que ce

n'est pas là résoudre la question; c'est l'éterniser, et prolonger la chance d'en voir sortir un jour une solution brusque et peu désirée.

IV. Mais rien ne nous autorise à supposer que les puissances de l'Europe aient un parti arrêté contre les chrétiens de l'Orient, que si l'autorité turque venait à manquer, elles voudraient à toute force chercher à lui substituer celle d'un autre dominateur. Il serait sans doute alors tout aussi près de leur pensée de reconnaître l'indépendance de ces peuples qui ont assez gémi sous un joug de quatre siècles, et que ces puissances ne croiraient pas avoir intérêt à s'approprier. On a dit que l'homogénéité manque aux nationalités chrétiennes qui composent l'empire ottoman; pour répondre à cette idée on pensera peut-être à créer plusieurs petits états isolés, un Royaume Hellénique, qui comprenne la Grèce actuelle avec la Candie, la Thessalie et l'Épire, un Royaume Byzantin, comprenant la Thrace et la Macédoine, un état Ionien, s'étendant sur tout le littoral de l'Asie Mineure, habité exclusivement par des Grecs, avec les îles adjacentes, depuis Chypre jusqu'à Mitylène, enfin un état de la Dacie, un de la Serbie, et un autre de l'Albanie supérieure etc. Ces petits gouvernements auraient le vice fondamental d'être frappés d'impuissance dès leur création. Ils étoufferaient dans leurs étroites limites, comme c'est le cas pour le royaume de la Grèce, et ne pourraient développer ni une nationalité forte, ni des ressources abondantes, ni une armée respectable. Ils ne serviraient pas à remplacer avantageusement une puissance qui s'éteint, et qui devait compter dans l'équilibre Européen; et surtout il seraient loin de satisfaire à la condition principale que la politique russophobe exigerait de leur création. Rien ne

favoriserait autant que leur constitution les idées ambitieuses qu'on voudrait supposer à leurs voisins; elle en augmenterait au moins l'influence à un point qui équivaldrait presque à une conquête. Il est tout naturel que les petits corps politiques soient entraînés dans l'orbite des grands états qui les entourent. Outre le poids immense que la Russie et l'Autriche pourraient exercer sur ces états infimes, elles auraient encore, si elles voulaient les employer, mille autres moyens de les tenir dans une dépendance éternelle; elles sauraient faire naître leurs jalousies, fomenteur entre eux des querelles religieuses, soutenir les faibles contre les forts, en un mot régner sur eux en les divisant. Elles pourraient surtout exercer leur influence auprès des états slaves, pour surexciter en eux le sentiment national, et se les attacher. Ainsi, au lieu de rien fonder de solide, tous les efforts des puissances n'auraient abouti en Orient qu'à y préparer un champ-clos de complications, de dangers et de guerres pour l'avenir.

V. Une fédération de ces divers états paraîtra peut-être un système propre à leur donner collectivement la force qui manquerait à chacun d'eux individuellement. Ce sera sans doute un pas de fait vers le but proposé. Mais une fédération, à moins de naître sous une étoile aussi heureuse que celle qui brilla sur l'Amérique du Nord, a rarement la force de cohésion exigée dans le cas actuel. Elle présente tout juste assez de fentes pour que l'intrigue y pousse son coin et les disjoigne. La confédération allemande unit des fractions d'un même peuple, ayant l'origine, la langue, et plus d'un intérêt en commun; et cependant les Allemands, qui disent vouloir l'union et non l'unité, ne réussissent à proséder ni l'une ni l'autre, et

leurs divisions, pour éclater, n'ont pas besoin d'être provoquées par des étrangers.

VI. Mais si l'objet qu'on se propose en Orient est d'y élever une digue qui le mette à l'abri des empiétements, et qui assure la tranquillité de l'Europe, le problème ainsi posé ne nous paraît susceptible que d'une seule solution: Constituer un état unitaire, et le doter du plus d'éléments de force possibles. Cette mesure peut paraître hardie; mais aux grands maux les grands remèdes. Rappeler à la vie une partie de l'ancien empire de Byzance, est une idée qui n'a rien d'exorbitant ou d'indigne du siècle et des puissances qui le régissent. La Turquie évanouie, il manquera un poids à la balance européenne. Ce poids existe; le rejeterait-on parce qu'au lieu de porter l'empreinte du croissant il est marqué au coin de la croix? Mais pour répondre à ce qu'on attend de lui, cet état devra être fort. Si c'est pour l'opposer aux envahissemens qu'on le construit, on ne doit pas y épargner les matériaux; les provinces grecques et les provinces slaves, la Dacie et l'Asie-Mineure, tous les pays qui s'étendent de l'Alys au Taurus, de Chypre en Candie, de l'Illyrie au Pruth, tout ce qu'on ajoutera à sa grandeur, c'est à la sécurité de l'Europe qu'on l'aura ajouté. Ainsi constitué, il conviendra à tout le monde. Les puissances de l'Ouest cesseront d'être sur le qui-vive sur son sort ultérieur, et la Russie, fort intéressée de son côté à la position politique du peuple qui tiendra pour ainsi dire les clefs de sa porte, n'aura pas à craindre qu'on arrache à sa faiblesse des concessions qui pourraient lui être, à elle, très préjudiciables.

Nous n'ignorons pas les objections qu'un tel projet pourra susciter. La première de toutes est celle que nous

avons déjà touchée. Les parties constituantes de cet état auront-elles ce qu'il leur faut de cohésion pour rester ensemble? Tous ces peuples hétérogènes, réunis en vertu d'un protocole, les Bulgares, les Slaves, les Daces, les Albanais et les Grecs, ne formeront-ils pas une agglomération forcée, sous laquelle couvrera toujours la révolte et le trouble? Nous le nions, en tant au moins qu'il importe à la politique. Ce qui réunit les peuples, c'est moins l'origine commune que l'identité des destinées et des intérêts. La fusion de nations groupées par les circonstances est un phénomène de tous les jours. Celles qui formeraient le nouvel état, professent le même culte; au sortir des ténèbres de la barbarie, elles ouvrirent les yeux aux rayons de la même civilisation, qui émanait du trône et du patriarcat de Constantinople; pendant de longs siècles, elles n'ont formé qu'un empire; plus tard elles reçurent le batême de sang du même esclavage; leurs cœurs nourrissaient la même espérance de liberté. Qui niera que ce ciment ne soit plus fort que celui de l'origine ou du dialecte? Les Bretons ou les Normands en Angleterre forment aujourd'hui un peuple avec les Saxons, tandis qu'ils sont étrangers aux Bretons ou aux Normands de France. Et quel exemple plus frappant que celui que nous offrent en Grèce, les Albanais et les Vlaques du Pinde? Personne ne songe à contester aux Souliotes ou aux Hydriotes, à Colettis ou à Bozzaris, leur nationalité hellénique. La fusion de ces peuples n'est pas à faire, elle est tout accomplie. Les autres nationalités en sont un peu plus éloignées, surtout depuis que dans les dernières perturbations de l'Europe elles ont révé l'indépendance indi-

viduelle; mais elles ont la communauté de souvenirs, de sentiments et d'idées.

Une autre crainte a été souvent formulée par ceux qui voient par tout l'ombre de la Russie, et a exercé une grande influence dans la question: Dans cette masse ainsi formée, c'est l'élément slave qui prédomine et qu'il lui imprimera son cachet. Constituer un empire byzantin, c'est introniser le Panslavisme, et créer à Constantinople une succursale de S' Peterbourg. Grave erreur! Fallmereier, un utopiste allemand, a trouvé dans les profondeurs de sa science, que les Grecs d'aujourd'hui n'étaient que des Slaves. Il n'y a sorte de violence qu'il n'ait fait subir à l'histoire, à la chronologie, à la langue, qu'il ne connait qu'imparfaitement, pour soutenir un thème dont l'absurdité saute aux yeux, qui fit bien d'abord quelque bruit, mais dont les savants plus sérieux eurent bientôt fait justice. Les Slaves étaient établis en colons pacifiques, et non en conquérants, loin des villes, dans les villages et dans les campagnes. Ils reconnaissaient la loi de l'empire, et petit à petit la civilisation byzantine finit par les absorber, tout comme la civilisation hellénique avait petit à petit absorbé les Phéniciens établis en Béotie et en Attique, et dont descendaient les Tyrannicides, et comme la civilisation grecque moderne a absorbé les Albanais d'Hydra ou d'Athènes. Les Grecs de l'orient n'ont ni le souvenir ni la conscience d'être des Slaves. Le Panslavisme n'aurait pas fort à se louer de Slaves qui refusent de se reconnaître pour tels. Qu'il y ait des Slaves dans la Turquie d'Europe, personne ne le nie; mais des auteurs intéressés ou trompés, en ont singulièrement exagéré le nombre. Nous avons déjà dit ce qu'il y avait de difficulté en Turquie pour en

connaître la population, que son gouvernement même ignore, et qu'il dissimule envers les étrangers, augmentant toujours à dessein et outre mesure le nombre des Musulmans, et diminuant celui des Chrétiens. C'est à de telles sources qu'ont puisé ceux qui, comme Ami-Boué, Juchereau de S^t Denys, etc., ayant été en relations officielles avec les Turcs, en ont publié la statistique. De nombreuses informations que nous avons prises chez les habitans les mieux informés et les plus dignes de foi des principaux districts, et que nous avons eu soin de vérifier en les confrontant, nous permettent de dresser le tableau suivant, que nous croyons s'éloigner peu de la vérité.

Turcs à Constantinople,	400,000	Turcs	3,000,000
Turcs dans le reste de la Turquie d'Europe, et sur les côtes de l'Asie-Mineure,	2,600,000		
Grecs de Constantinople,	150,000	Grecs	6,400,000
Grecs du reste de la Turquie d'Europe, de toutes les îles, et de l'Asie Mineure,	4,000,000		
Grecs libres,	1,200,000		
Albanais chrétiens,	800,000		
Vlaques du Pinde,	250,000		
Daces (Valaques et Moldaves),	3,500,000		
Bulgares,	4,000,000		
Slaves (Serbes de Monténégro),	1,200,000		

Dans ce tableau il est à remarquer :

1°. Qu'avec les Grecs de l'Europe on a compris aussi ceux des îles (Candie, Rhodes, Chypre, les Sporades etc.) et ceux de l'Asie-Mineure. La mer Egée est le bassin de la race hellénique. Il est impossible d'en prendre l'un des bords, qui est la Morée, et de négliger l'autre, qui est l'Ionie.

2°. Les Albanais, probablement Illyriens d'origine, malgré que quelques linguistes aient voulu voir en eux des Pélasges, et les Vlaques du Pinde, d'origine dace, se sont entièrement fondus avec les Grecs, dont ils ne diffèrent que par la langue, autant que les Provençaux dif-

ferent des Français, ou les habitans du pays de Galles des Anglais. Ils n'ont surtout rien de commun avec les Slaves. De la langue albanaise un *cinquième* appartient au Grec, une *soixantième* partie à peine, à la langue Slave.

3° Les Valaques et les Moldaves du Danube sont les Daces anciens, mêlés à des colonies romaines, dont ils tirent en partie leur langue. L'élément grec a exercé sur eux une action puissante; surtout depuis qu'ils ont été gouvernés par des princes du Phanar, leur aristocratie s'est formée presque exclusivement de Grecs. Ils tirent à tel point vanité de leur origine Roumoune, qu'ils ont banni dernièrement de leur alphabet les caractères slaves dans ils l'avaient composé d'abord, pour les remplacer par des lettres latines.

4° Les Bulgares ont adopté et parlent un dialecte slave, mais ils ne sont pas d'origine slave, et encore moins sont-ils Russes. Ce qui les rattache à la Russie, c'est leur reconnaissance pour les bienfaits que cette puissance habile prodigue à tous les chrétiens de l'Orient. Dans les villes, les classes supérieures parlent au moins autant grec que slave.

5° Dans le nombre des Turcs sont compris 800,000 Bosniaques, qui sont des Slaves renégats, et plusieurs milliers d'Albanais, qui s'étaient vus forcés d'abandonner leur religion. Cependant, la plupart de ceux-ci professent encore secrètement le Christianisme, et au premier changement de leur destinée, ils retourneront dans le giron de la vraie église.

6° Constantinople compte en outre 250,000 Arméniens chrétiens, 10,000 chrétiens de diverses nations, et 20,000 Juifs, qui partagent la haine des Turcs contre les Chrétiens.

On voit par ce tableau, que de toutes les populations chrétiennes de l'Orient, ce sont les Grecs, et non les

Slaves, qui l'emportent par rapport au nombre. Avec la supériorité de leur civilisation, la noblesse de leur origine, leur droit héréditaire sur Constantinople, il est évident que ce sont eux qui donneront son caractère à la masse produite par la réunion de ces peuples. Ceux mêmes qui, comme les Serbes, sont Slaves d'origine et de langue, et qu'on craindrait de voir, s'ils formaient un état à part, attirés par les états qui ont des sujets slaves, par l'Autriche ou par la Russie, se fondraient bientôt dans l'élément dominant des Grecs, s'ils dépendaient de Byzance chrétienne, et cesseraient à tout jamais de donner des inquiétudes à ceux qui redoutent l'agrandissement de ces deux puissances.

Il va sans dire que le nouvel état devra être fondé sur l'égalité des droits de toutes les nationalités qui seraient appelées à en faire partie; chacune y prendrait le rang et la prépondérance que lui donnerait sa valeur intrinsèque;

Mais, objectera-t-on encore, y aura-t-il beaucoup de gagné si l'Empire d'Orient devenait Grec au lieu d'être Slave? Les Grecs ne sont pas moins que les Slaves les corréligionnaires des Russes, et ne peuvent qu'être servilement attachés à leur char. Ceux qui parlent ainsi soutiennent une théorie qui n'est nullement justifiée par l'expérience. Le culte n'est pas toujours et nécessairement un lien politique; il n'attache pas l'Italie à l'Autriche, la Suisse à la Prusse. On a vu au contraire plus d'une fois que la prépondérance religieuse, considérée comme une arme politique, devenait une source de rivalités plutôt qu'un lien indissoluble. Les Grecs courbés sous un joug qu'ils abhorrent, voyant leur culte foulé aux pieds, s'attacheront certes à la Russie, aussi long-temps que la Rus-

sie leur prodiguera des promesses, des consolations et du soutien. Ceux qui sont ou se disent ennemis des Turcs, seront toujours leurs amis. Mais que leurs destinées changent, qu'ils soient libres, ne craignant ni pour leur existence ni pour leur religion, et ils ne conserveront avec les Russes d'autres relations que celles de la gratitude pour les bienfaits qu'ils en avaient reçus. Comme ils sont unis à eux par la foi qu'ils leur ont communiquée, ils le sont de même aux peuples de l'Europe occidentale par la communion de la pensée, par les lumières qu'ils puisent dans leurs grands laboratoires intellectuels. Subissant ainsi des deux côtés une attraction également puissante, les Grecs conserveront l'équilibre de leur individualité propre, et ne seront entièrement entraînés dans l'orbite ni de la Russie, ni des Puissances de l'occident. Qu'on voie plutôt la Grèce libre: Dans les circonstances où la Russie s'arme pour défendre une prérogative de l'église orthodoxe, ou pour combattre les Turcs, tous les partis se taisent, tous les cœurs volent au devant d'elle, tous les vœux sont pour elle. C'est à peine si le gouvernement, dans ses efforts pour maintenir une neutralité parfaite, réussit à contenir l'élan des sentiments populaires. En tout autre temps, s'il y a un parti russe en Grèce, il y a aussi un parti français et un parti anglais, et même le parti russe, quoique ce soit du sein de la Russie qu'est sortie l'insurrection grecque, est le plus jeune des trois.

Il a été souvent répété que le peu de progrès qu'a faits jusqu'ici la partie de la Grèce qui a reconquis sa liberté, n'est pas un encouragement pour les Puissances qui voudraient asseoir sur cette base le remaniement de l'Orient.

Ce jugement est peu équitable. Pouvait-on attendre un

tour de force d'un état né de son seul courage, privé de ressources, et enfermé dans d'étroites limites? Il est difficile de rien tirer de rien. Il est vrai qu'on donna à la Grèce un emprunt de 60 millions de francs. C'était beaucoup pour les Puissances garantes; pour elle c'était moins que rien. C'était le boulet de fer d'une dette énorme qu'on lui attachait au pied dès sa naissance; car de cette somme immense, une partie fut donnée à la Turquie pour racheter des provinces qu'on aurait pu croire assez payées par le sang qui les a baignées, une autre paya des troupes auxiliaires, qui ne furent que peu utiles, et plus de 20 millions allèrent au service de l'emprunt lui-même. La Grèce n'en eut presque rien qu'elle pût appliquer à des dépenses productives; elle n'en eut que l'obligation écrasante de devoir repayer de ses propres fonds, un capital énorme, dont l'intérêt et l'amortissement annuels s'élèvent à la troisième partie de son budget des recettes. On a souvent reproché aux Grecs leurs malheureuses divisions, qui ont entravé leurs progrès. Faut-il pour cela les déclarer indignes d'un meilleur avenir? Qui portera contre eux la terrible sentence? qui leur jettera la pierre? Les Italiens ou les Allemands, les Français ou les Anglais, ont-ils été plus unis dans leurs temps de révolutions? Enfin une Régence est venue pour les initier aux vertus sociales et aux devoirs d'un peuple régénéré. Quel est le spectacle qu'elle donna, à peine débarquée à Nauplie? Elle alluma le brandon de la discorde, et se déchira avec fureur; son président conspira contre ses membres. Ses tristes divisions laissèrent en Grèce des traces désastreuses, et eurent pour dernier retentissement la révolution de 1843. qui ne pouvait que produire une partie des perturbations inséparables de toute révolution.

Qui ne sait que dans ces moments de crise la machine sociale fait un temps d'arrêt? C'est tantôt pour cesser d'avancer, d'autres fois même pour suivre une marche rétrograde. Ces raisons, et maintes fautes aussi qui ont été commises, et dont peu de sociétés humaines peuvent se vanter d'être exemptes, ont sans doute retardé l'élan progressif de la Grèce.

Et cependant si, libre de préventions, on veut y arrêter le regard, on verra peut-être que ce pays n'est pas aussi indigne de confiance que le langage passionné des partis l'a souvent voulu soutenir. Il n'a encore ni grande armée, ni marine; il manque de manufactures, de routes et de bateaux à vapeur, de tout ce que peut fournir l'opulence. Mais d'un autre côté sa population, sous l'aile de l'ordre et de la tranquillité, a depuis vingt ans augmenté d'un tiers. La sécurité la plus parfaite règne par tout le pays, à l'exception des provinces exposées aux incursions des brigands de la Turquie. La Grèce entière est sortie de ses ruines. Il n'y a pas une ville, pas un village qui n'ait été rebâti à neuf. Des renseignements officiels portent à 200,000 le nombre des édifices élevés dans le pays depuis la fin de sa révolution, et des sommes immenses y ont été affectées. Certains districts où la fertilité appelle le travail, le golfe de Corinthe, les plaines de l'Argolide et de la Messénie, présentent, malgré l'absence de bras, l'aspect de la plus riche culture, et cependant tous les arbres fruitiers, tous les vignobles, détruits pendant la révolution, ont dû être replantés. La marine marchande s'est décuplée depuis le commencement de la révolution, et le commerce grec, disséminé sur toutes les parties du globe, a pris un développement extraordinaire. Dans l'ordre moral, il n'y a

pas de nobles principes adoptés dans les pays les plus avancés, que la Grèce n'ait inscrits dans sa constitution ou dans ses codes. Le respect des personnes et de la propriété, l'égalité absolue devant la loi, la liberté de penser et d'écrire, l'indépendance des tribunaux, sont les bases de toute sa législation. Le jury y juge non seulement les causes criminelles, mais aussi les délits de la presse. L'instruction y est gratuite, et distribuée sur une grande échelle. Excepté la France et l'Angleterre, il n'y a peut-être pas de pays où la presse soit plus active, où, proportionnellement à la population, il soit publié plus de journaux et de livres. Mais surtout, ce qui en fait le plus grand éloge, il y règne dans les institutions comme dans la pratique, la tolérance la plus large et la plus éclairée. Tous les cultes y sont librement exercés; et tandis qu'à Rome et à Naples on refuse aux Grecs la permission d'inhumer leurs morts, tandis qu'ailleurs les protestans n'obtiennent qu'à grand peine l'autorisation de porter leurs morts au lieu du repos, en Grèce toute communion chrétienne, toute religion reconnue, Catholiques et Protestans, Turcs et Juifs, ont leurs temples, leur clergé, et célèbrent leurs cérémonies avec toute la pompe qui leur convient. La constitution ne défend que le prosélytisme; et encore n'y a-t-il eu jusqu'ici qu'une seule sentence prononcée par les tribunaux, contre un missionnaire américain, et le gouvernement l'a laissée sans exécution.

Un état établi sur de tels fondemens, peut ne pas avoir atteint le comble de prospérité dont il est susceptible, mais il n'est pas tout à fait indigne de servir de base à une création politique plus vaste, où ces principes aient de l'espace pour se développer et pour porter leurs fruits. Le

nouvel empire, avec une population de 16 millions de chrétiens, animés tous du même esprit; deviendra facilement un état de second ordre, qui, sans être redoutable aux grandes Puissances, aura la conscience de son individualité, et la force de la défendre.

Une dernière objection a été élevée par ceux qui considèrent l'argent comme la mesure de toute valeur, même de la valeur morale des actions. La Turquie, a-t-on dit, autorise la liberté de commerce la plus étendue. Tandis que la Russie prohibe un grand nombre de produits de l'industrie étrangère, la Turquie les admet tous sans distinction, et ne prélève qu'un droit d'importation de 3 0/0. Aussi, l'importation anglaise p. e., qui en 1840 y était de 1,400,000 L., fut-elle en 1852 de 3,400,000 L. On en infère que l'intégrité de la Turquie est d'une nécessité incontestable pour l'Europe. Les peuples chrétiens, dont l'existence serait sacrifiée à cette considération de deux millions de Livres, auraient tort de s'en plaindre; leur Sauveur a été vendu pour 30 talents. Mais au moins cette théorie est-elle juste? Le gouvernement Turc serait-il par hasard le plus éclairé, le plus libéral des gouvernements de l'Europe? Non; il en est le plus barbare. La barbarie ignorante, ou peu soucieuse de ses intérêts, ou trop faible pour les défendre, les livre facilement aux étrangers. Si les Turcs ne prélèvent que 3 0/0 sur les importations, les Hottentots et les Caffres ne prélèvent rien du tout. Voudrait-on, dans l'intérêt du commerce, leur céder le sceptre de l'Europe? Pour notre part, nous avons toujours pensé que la civilisation est le plus grand stimulant et le milieu le plus propre pour le développement du commerce. Qui ne produit rien ne peut rien ac-

quérir. On n'importe qu'à condition de pouvoir exporter à son tour. Le tarif de la France ou de l'Angleterre est sans doute bien plus élevé que 30%. Cependant le commerce mutuel de ces deux pays est incomparablement plus lucratif que celui qu'ils font avec la Turquie. A l'émanipation de l'Amérique, l'Angleterre crut avoir perdu un de ses principaux débouchés, et cria détresse. Il en fut tout autrement; avec les progrès de la liberté, et le développement de l'industrie dans le nouveau monde, le commerce anglais s'y multiplia dans des proportions incroyables. La Grèce enfin offre elle-même une preuve de cette vérité fondamentale, que c'est du degré de civilisation d'un pays, beaucoup plus que de son tarif, que dépendent les profits commerciaux qu'on en retire. Nous ne dirons pas quel était le commerce d'importation que l'Angleterre faisait, il y a trente ans, dans les provinces de la Turquie qui forment aujourd'hui le royaume de la Grèce. D'après les registres des douanes grecques, la Grèce, avec une population de 1,200,000 âmes, importe actuellement des marchandises anglaises pour 8 millions de Drachmes, ou 300,000 L. par an, sans compter la contrebande, qui porte ordinairement sur les articles les plus précieux, les objets de bijouterie. La population de la Turquie, dans les trois parties du monde, est *trente* fois plus grande que celle de la Grèce, et cependant elle n'a qu'une importation de l'Angleterre *douze* fois supérieure. Et encore ne doit-on pas oublier que la presque totalité de ces marchandises va à Constantinople, à Bucharest, à Jassy, à Smyrne et à Alexandrie, c'est à dire aux points où un peu de civilisation européenne végète sur le tronc pourri de la barbarie. A notre avis, la civilisation de l'Orient sera au contraire

un événement des plus propices pour le commerce occidental. Un état régulier y pourra peut-être établir quelques droits plus sévères; mais le nombre des acquéreurs y aura infiniment augmenté, et les échanges se feront d'autant plus activement, que la nature des produits des deux pays sera différente. L'orient, privé de charbon et de fer, ne pourra jamais rivaliser d'industrie avec l'Angleterre, et lui prendra toujours ses tissus, ses fontes et ses machines. De son côté l'Angleterre brumeuse empruntera toujours aux pays du soleil leurs soies, leurs huiles, leurs vins.

En récapitulant ces considérations, nous soutenons:

1° Que la Turquie ne peut plus être sauvée ou soutenue ni par la civilisation, qui est contraire à son essence, ni par le retour à la barbarie.

2° Que sa conservation ne profite qu'à son puissant voisin, si on suppose à ce voisin l'ambition d'y commander en maître, ou de trouver tôt ou tard une occasion propice pour s'en emparer.

3° Qu'au lieu de prolonger son existence précaire, qui peut, en manquant inopinément, faire naître des dangers incalculables, les Puissances devraient se concerter pour y mettre un terme, dans un moment où elles sont maîtresses de leurs actions.

4° Que, dans l'intérêt de l'équilibre général, le seul parti à prendre à l'égard de l'héritage des Turcs en Europe et en Asie-Mineure, serait d'en créer un empire chrétien, assez compacte et assez solide pour résister aux coups de main, et pour se soustraire aux influences exorbitantes. Cet empire progressif et civilisé, tenant à la Russie par le culte, à l'Europe occidentale par les idées et

par les intérêts, pourra servir de véritable point d'appui à la balance européenne, que l'existence de la Turquie tient en perturbation constante. A.

Chronique.

Nous nous imposerons la tâche de comprendre dans chaque numéro du *Spectateur* une Chronique semblable à celle-ci, et qui sera le martyrologe des chrétiens de l'Orient. L'oppression sous laquelle gémissent les populations en Turquie, n'est pas toujours du fait du pouvoir suprême. Le sultan Abdul-Medjid, nous voulons être assez impartiaux pour le reconnaître, a des sentiments humains. Il veut le bien, mais il n'est plus en son pouvoir de le faire. En Turquie tout lien d'obéissance est relâché, et l'anarchie y est un fléau beaucoup plus terrible que la tyrannie elle-même, car elle en multiplie les horreurs. Si le Sultan est humain, cela n'empêche pas les pachas, qui ont souvent droit de vie et de mort, d'être dans les provinces des tyrans féroces; et si les plus éclairés d'entre eux veulent suivre l'impulsion donnée par le maître, ils ne peuvent pas tenir en bride leurs délégués et leurs subalternes, les commandans et les soldats des milices barbares et indisciplinées, les brigands auxquels le pays est livré, et qui très-souvent ne sont que ces soldats mêmes. La tyrannie est exercée en Turquie non point au centre, comme dans les pays les plus despotiques, mais sur tous les points, non de gouvernement à peuple, mais de race à race, d'individu à individu, et chaque Musulman est ou peut être un oppresseur des chrétiens, sans qu'il y ait une

autorité disposée à le réprimer, ou capable de le faire.

C'est à ces victimes de la barbarie, du fanatisme d'un culte qui professe la haine et la destruction des chrétiens, de l'anarchie sans remède, de la dernière dissolution sociale, que nous consacrons la *chronique* de notre recueil. Qu'elles ne meurent pas au moins sans qu'une voix s'élève pour les plaindre, sans que l'opinion se soulevé pour les venger.

— Smyrne, la belle cité d'Ionie, le rendez-vous du commerce européen en Orient, est depuis long-temps la proie des brigands les plus audacieux. Les promeneurs n'osent s'écarter à quelques centaines de pas de la ville, de peur de tomber dans une embûche, d'être entraînés sur les montagnes, pour y subir les traitemens les plus cruels, et périr dans les tortures ou ne sauver leurs jours que par de fortes rançons. L'autorité se croise les mains et regarde, ou bien elle se borne à conseiller aux habitans de ne pas s'exposer. Les soldats réguliers qui s'y trouvaient avant de marcher contre les Russes, disaient que ce n'est pas leur affaire d'aller se faire tuer par des brigands; les irréguliers s'entendent avec eux. Si enfin quelque énergie est déployée, ce sont le plus souvent les innocents qui en souffrent bien plus que les coupables. C'est ainsi qu'un détachement, ayant rencontré aux environs de Smyrne le prêtre Chatzi-Janni, accompagné de ses trois fils et de son gendre, le prit, ou feignit de le prendre pour un brigand qui était poursuivi, fit feu sur eux, et tua le gendre, père de cinq enfans. Plainte en fut portée au Pacha, qui regretta vivement la méprise, et fit donner douze francs à la veuve, et six francs à chacun des orphelins de l'homme assassiné!

Mais que parlons-nous des environs? Dans les rues mêmes de Smyrne on ne saurait marcher sans danger. Un jeune *midshipmann* anglais s'y promenait tranquillement. Il fut soudainement assailli par huit Turcs, qui se sont portés sur lui à des sévices et à des actes de brutalité que la plume se refuse à tracer, et auxquels doit répondre le cri d'exécration et d'horreur du monde entier. Le malheureux jeune homme fut porté demi-mort à bord de son bâtiment.

— Mais à Constantinople même, un négociant anglais vient d'être assommé par les Turcs dans le faubourg d'Eyoub, pour le seul crime de s'être arrêté au coin d'une rue. A Péra un charcutier français avait suspendu des saucissons à la devanture de sa boutique; les Turcs qui ont une sainte horreur de la chair de porc, se sont jetés sur lui, et l'ont cruellement maltraité. Huit Français qui passaient par là (notre correspondant n'est pas sûr s'ils étaient des officiers des bateaux qui viennent d'entrer dans le Bosphore), sont venus au secours du marchand dont les jours étaient menacés; trois d'entre eux ont été taillés en pièces, les autres n'ont pu sauver leur vie que par la fuite.

— La Thessalie est tout entière livrée aux déprédations et à la fureur des soldats irréguliers. Trois monastères des plus considérables, le couvent de la Vierge à *Carali*, au pied du mont Olympe, celui de *Citro* et celui de *Bodina* ont été pillés, et les moines ont trouvé la mort au milieu des tourmens. Quelques uns ont été mis à la broche!

— En Macédoine, des notes tenues avec exactitude, portent à 900 le nombre des victimes pendant le dernier semestre.

— En Epire, les habitans du village d'Arta, dit Tzou-

mana, recrépissaient leur église. Le caïmacam, ou gouverneur Turc, dont le fanatisme fut excité à cette vue, s'empara des principaux habitans, les jeta en prison, où il les retint pendant vingt jours, et ne les relâcha que sur une forte rançon.

L'un des brigands les plus entreprenans qui infestent ce district, est un certain *Coccali*. Le gouverneur militaire turc, Suléïmanbey Fasari, se mit à sa poursuite; Après avoir foulé aux pieds les populations, il ne réussit qu'à ramener à Arta et à charger de fers les moines de quinze villages, qui, prétendait-il, devaient lui livrer le bandit. En attendant, celui-ci se jeta sur Carvassara, bourgade située à quatre lieues d'Arta, battit, désarma et pilla la garnison turque, se fit servir à l'auberge, et se retira ensuite, sans être inquiété par personne.

— L'évêque de Drogynopolis, résidant à Argyrocastron, se rendait dernièrement à un village de son diocèse; ses gens furent assaillis et maltraités par les Turcs. L'évêque ayant voulu s'interposer, fut lui-même jeté à bas de son cheval. Il en porta plainte au gouverneur, qui fit arrêter les Turcs; mais ils furent presque aussitôt remis en liberté sur la demande du Mufti, qui trouva intolérable que de vrais croyans eussent à souffrir à cause d'un prêtre infidèle. L'évêque adressa une protestation au Pacha de Jannina, quitta son diocèse, et alla à Constantinople s'en plaindre au patriarche.

— Dans la même ville d'Argyrocastron, des Turcs se sont jetés sur un chrétien qui rentrait paisiblement chez lui; ils le blessèrent mortellement et le dépouillèrent. Plainte en fut portée à l'autorité, qui n'y fit aucune attention. Les malfaiteurs n'ont pas été arrêtés.

— Créné (de l'Asie-Mineure), le 24 août (7 septembre). Deux prêtres Grecs ont mené leurs troupeaux du village Réisdéré aux puits de Kerméni, pour les abreuver. Un Turc qui s'y trouvait, porta plusieurs coups de yatagan à l'un d'eux; l'autre, qui était son frère, voyant cette scène de loin, accourt au secours du malheureux; mais le Turc fait feu sur lui et lui brise la jambe. Il fondait déjà sur sa victime pour l'achever, lorsque le Grec tire à son tour, et l'étend mort sur la terre. Un autre Turc, attiré par l'explosion, se jette sur le jeune père; mais celui-ci le prévient et le tue également d'un coup de pistolet. Alors plusieurs Turcs acourant de toute part, achèvent le berger, percé de trois balles. Celui qui avait été blessé le premier, trouva moyen de s'échapper, et jeta l'alarme dans son village natal, où les chrétiens s'armèrent pour repousser les Turcs. Mais le gouverneur envoya bientôt des forces supérieures, qui empêchèrent les villageois de bouger.

— Le provinces d'Iconium, d'Aïdin et de Césarée sont à la merci des brigands. Un chef de bande a tué l'Aga du village *Actzé*. Le nom de cet Aga est *Cara Kiaja*.

— Un jeune Juif, sorti d'Aïdin pour acheter des figues, a été tué par des Turcs Zéibecks. A.

Quinzaine politique du Spectateur.

Au début de la quinzaine, si l'on en croit la majorité de la presse européenne, le vent soufflait à la paix. Les modifications de la Porte au projet de Vienne, ne portaient, assurait-on, que sur des mots, et pour peu que les vues de l'Empereur de Russie eussent été sincères et droites, on ne voyait pas comment il pouvait écarter cette ouverture de paix, pour des subtilités, on

pourrait dire, grammaticales. Mais, tandis que ces raisonnements nous arrivaient d'un côté, nous en recevions de l'autre la réfutation sous la forme de la note de Reshid-Pacha. «Son gouvernement, disait le ministre Turc, attachait à ces modifications une haute importance. A moins d'y être contraint par la force, il ne pourrait souscrire au projet de Vienne sans les modifications.

Lorsque la Turquie qui les proposait y attachait cette valeur, ce n'était guère à la Russie à en nier l'importance. Elle les rejeta; et d'après la condition expresse qu'elle avait mise à l'acceptation du projet de Vienne, elle cessait par le fait même d'être liée à celui-ci. Elle n'en déclara cependant pas moins qu'elle voulait s'en contenter aussi pour l'avenir, qu'elle accueillerait tout ambassadeur musulman, porteur de la signature pure et simple de l'acte de Vienne, et que, immédiatement après cette signature, elle évacuerait les provinces. Ces paroles consolantes d'accueil d'ambassadeurs et d'évacuation, cette perspective du retour d'une paix qui semblait s'enfuir à mesure qu'on en approchait, avaient trop d'attraits pour qu'on les négligeât. Des instructions pressantes furent données aux représentants des grandes puissances, des courriers leur furent expédiés. Ils devaient à tout prix engager le sultan à retirer ses modifications. S'il trouvait des obstacles dans la patrie turbulente de la population de Constantinople, on lui prêterait main forte. Déjà, au risque de faire naître de nouvelles complications, ces représentants s'étaient vus forcés d'appeler à Constantinople neuf bateaux à vapeur de Besika-baie, pour le maintien de l'ordre et de la sécurité de leurs nationaux, menacés par le fanatisme surexcité de la populace. Ils devaient faire entrer dans le Bosphore les escadres elles-mêmes, et leur faire débarquer des troupes, pour soustraire le sultan et son conseil à la pression des Ulémas et des fanatiques. Ils devaient, avant tout, représenter au gouvernement turc, qu'il n'aurait rien à perdre en signant le projet de Vienne.

Un grand conseil fut donc convoqué à Constantinople le 24 septembre, et un autre le lendemain, celui-ci présidé, dit-on, par le sultan lui-même, et auquel, malgré les représentations des ambassadeurs, et surtout de la légation de France, furent appelés, assure-t-on, cinq cents membres, pris parmi les ministres en fonctions et les anciens ministres, les chefs de service, les militaires présents d'un grade supérieur, et un grand nombre de dignitaires du clergé. Reshid Pacha remplit dans cette assemblée les fonctions de rapporteur.

Ce ministre qui, quelques jours auparavant, avait déclaré dans sa note, que la Turquie, en accédant au projet de Vienne accordait à la Russie le droit de s'immiscer dans ses affaires intérieures et de la surveiller, que la gloire des institutions musulmanes en était ternie, que les droits souverains du Sultan et l'indépendance de l'Empire y étaient sacrifiés, que la citation des traités de Cainardjik et d'Andrinople, telle qu'elle était faite dans le projet, accordait à la Russie des prérogatives immenses, que la Turquie ne voulait pas lui reconnaître, ce ministre, fit son rapport en conséquence, et le conseil retentit de cris belliqueux. La guerre fut décidée

à la presque unanimité, ainsi qu'un impôt extraordinaire de 150 millions de piastres (37,500,000 francs). On prétend que l'Iradè, ou ordonnance qui confirme ces mesures, a été signée dans la nuit du 26 Septembre, et que le général Macdonald, envoyé par l'Angleterre pour forcer les Turcs à maintenir la paix, et qui a déjà passé par Syra, sera arrivé trop tard.

Ainsi, à moins d'un nouveau revirement inattendu dans cette question si compliquée, dans cette hydre diplomatique, dont les têtes renaissent juste au moment où on a cru les avoir abattues, la guerre est à nos portes. L'assurance qu'a inspirée aux Turcs l'attitude prise par l'occident au commencement de la crise, et l'idée exagérée qu'on leur a donnée de leurs forces, ont surtout contribué à amener ce résultat. Quelle en sera l'issue ? Ce n'est pas à nous à le dire. Le Dieu des armées en décidera, et chacun la prédit selon ses sympathies, ou selon son appréciation des forces mutuelles des deux adversaires. Mais ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que cette guerre, si elle a lieu, sera le mot final de la question qui, depuis de longues années, n'a jamais cessé d'inquiéter l'Europe. Si les forces de la Turquie sont ce que quelques uns imaginent, s'il est possible d'admettre sérieusement qu'elles battent les Russes, la question d'Orient s'évanouit comme un vain fantôme, devant lequel on aura eu tort de trembler pendant si longtemps; les Russes n'existent plus pour l'Orient, la Turquie se suffit à elle même. Mais si tout au contraire ce sont les Russes qui l'emportent, les choses changeront de face; on aura compris que fonder l'espoir de l'équilibre européen sur l'intégrité de l'empire ottoman, c'est bâtir sur du sable, c'est livrer les fondations mêmes de son édifice à la discrétion de celui que surtout on redoute.

L'expérience en vaut sans doute la peine. Cependant nous croyons ne pas nous tromper en affirmant que l'Europe s'en passerait encore volontiers, si elle pouvait l'éviter, si, remettant à d'autres temps le règlement définitif de l'avenir, elle pouvait assurer la paix du moment. Elle aurait deux manières pour y parvenir. La première serait d'y forcer les Turcs par la voie des armes, c'est à dire d'engager une guerre pour obtenir une paix éphémère, et une position pire que celle dont on est sorti, car la Turquie en serait toute meurtrie, et beaucoup plus en proie à sa fatale faiblesse, qui constitue le véritable et le principal danger de la situation. L'autre manière serait de s'entendre au lieu de se diviser, de demander la paix présente et future à la paix et non à la guerre, de délier, d'un commun accord de toutes les puissances chrétiennes, le nœud gordien, au lieu de le rompre, et que les flottes chrétiennes, que les Turcs dans leur aveuglement menacent, dit-on, de bombarder si elles traversent l'Hellespont, viennent à Constantinople non pour sauvegarder l'ombre d'une autorité désormais évanouie et inutile aux intérêts les plus chers de l'Europe, mais pour assurer à elle ci, sur des bases solides, un avenir de tranquillité et de paix.

A.



M. RENIERI.